Pauvreté, forêts et crise économique en Indonésie

par Muslim Salam

Étudiant de maîtrise

École supérieure des sciences économiques

Université de Ryukoku

Kyoto-Japon

également membre du personnel

Faculté d'agronomie et de foresterie

Université de Hasanuddin

Indonésie

muslimsal@hotmail.com

LA CRISE économique à la mi-1997 a eu sur les pays asiatiques l'impact dévastateur d'un tremblement de terre. En Indonésie, la rupiah s'est effondrée et dès le début de 1998 avait perdu 80% de sa valeur d'avant la crise par rapport au dollar des Etats-Unis. La crise a atteint son paroxysme en août-septembre 1998 et, à cette époque, le pourcentage de la population indonésienne vivant au-dessous du seuil de pauvreté avait déjà presque doublé, de 11% (en 1990) à environ 20% (Mukherjee 1999).

En Indonésie, la pauvreté existe dans les zones rurales autant qu'urbaines. En milieu rural, on la trouve en général dans les zones boisées et côtières. En même temps, de nombreux espaces boisés sont rapidement déboisés et/ou dégradés du fait d'activités humaines. Ce déboisement a au moins quatre causes principales (et souvent liées les unes aux autres): 1) l'exploitation des forêts par des entreprises étatiques; 2) la conversion de forêts à des fins agricoles; 3) l'empiètement par la population; et 4) la pauvreté des habitants de la forêt.

Objectifs et méthodologie de recherche

Ma recherche a été menée dans le village de Talippuki situé dans le district de Polmas de la province sud de Sulawesi. Ses objectifs étaient: 1) d'évaluer la proportion d'habitants des forêts dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté et de mesurer leur pauvreté; 2) d'évaluer les facteurs responsables de la pauvreté dans les zones forestières; 3) de déterminer ce que les habitants 'pauvres' des forêts entendent par pauvreté et ses rapports avec l'utilisation de la forêt pendant la crise économique; 4) d'identifier les activités économiques et les caractéristiques socio-culturelles des habitants de la forêt à l'intérieur et à proximité de la zone forestière; 5) d'identifier les impacts socio-économiques de la crise économique et leurs effets sur l'utilisation de la forêt; et 6) de trouver des stratégies innovatrices pour alléger la pauvreté dans la zone forestière.

L'enquête sur les ménages est la démarche principale de l'analyse de la pauvreté depuis plusieurs décennies. Toutefois, pour cette recherche j'ai complété cette méthode quantitative par une approche qualitative qui a pris la forme de réunions communautaires, d'entretiens de suivi et de discussions de

groupe ciblées en vue de recueillir des données initiales et générales non obtenues lors des enquêtes sur les ménages. J'ai appliqué diverses techniques statistiques pour analyser les données quantitatives, notamment diagrammes de dispersion XY, statistiques descriptives, analyses de corrélation et régressions multiples, indice du nombre d'habitants (INH) et indice d'écart de pauvreté (IEP). Pour les besoins de la recherche, j'ai classé les familles dans deux catégories: les communautés 'forestières' et les communautés 'riveraines'. Les ménages entraient dans la catégorie 'forestière' s'ils vivaient dans la zone boisée (communauté de Pamoseang) et s'ils tiraient leurs revenus principalement des produits de la forêt; ils entraient dans la catégorie 'riveraine' s'ils vivaient à proximité d'une zone boisée (communauté de Talippuki) et si les revenus qu'ils tiraient des produits forestiers n'étaient pas significatifs. J'ai interviewé 60 ménages choisis au hasard dans chaque communauté, portant le nombre des ménages examinés à 120 sur un total de 378.

Résultats

Toutes les mesures—INH, IEP, logement, satisfaction des besoins essentiels, etc.—indiquent nettement que ces deux communautés sont en proie à une pauvreté extrême. De plus, le nombre de ménages pauvres était plus grand et leur degré de pauvreté plus élevé dans la communauté forestière que dans la communauté riveraine. Parmi les variables étudiées, la structure familiale, la productivité agricole, la contribution personnelle au revenu et le facteur de contribution au revenu (la contribution de chaque activité économique au revenu) étaient les indicateurs significatifs de la pauvreté dans la communauté forestière, tandis que les indicateurs de la pauvreté dans la communauté riveraine comprenaient la structure familiale, le salaire horaire, la contribution personnelle au revenu et le facteur de contribution au revenu. D'autres facteurs contribuant à la pauvreté portaient sur le *keterpencilan* (isolement), *l'usahatani modal kurang* (manque de capital foncier), la *produksi hasil pertanian rendah* (faible productivité agricole), la *kurang kerja kesempatan* (absence de possibilités d'emploi), le *pendidikan dan keterampilan rendah* (bas niveau d'instruction et de savoir-faire) et la *kerja keras tapi kurang penghasilan* (faible productivité au travail).

Dans la communauté forestière, les gens associaient le bien-être et la sécurité à une superficie étendue de terre productive, à un revenu suffisant pour répondre aux besoins quotidiens pour se nourrir, s'habiller correctement, occuper un abri adéquat et spacieux et disposer d'un supplément d'argent comptant pour pourvoir à l'instruction des enfants et à des événements imprévisibles tels que la maladie, la mort, la *musim paceklik* (période d'attente entre la plantation de riz et la récolte) et des événements de caractère social et religieux. Les ménages qui pouvaient remplir toutes ces conditions n'ont pas été considérés comme 'pauvres'. En revanche, les ménages dont l'alimentation quotidienne était insuffisante, qui ne vivaient pas en permanence dans une maison, ne disposaient d'aucun revenu en espèces régulier et/ou de terre productive ont été classés dans la catégorie des 'pauvres' de la communauté locale.

Dans les deux communautés, les habitants estimaient que la situation économique de leur ménage avait empiré pendant la crise économique asiatique. Ceux de la communauté forestière pensaient que la forêt elle-même et 'un travail assidu' représentaient les solutions les plus importantes pour

Rapports de bourses disponibles

Les rapports de bourses OIBT énumérés ci-dessous peuvent être obtenus en s'adressant à leurs auteurs.

Report on training in computer integrated manufacturing (CIM) in secondary wood processing and its applicability in Africa

Adresse: Mr Ben N. Donkor, Timber Industry Development Division (Forestry Commission), PO Box 783, Takoradi, Ghana; bendonkor@yahoo.co.uk

Effect of proof loading on the strength of lumber

Adresse: Mr Charles Kumi Gyamfi, #124-9555, 128 St, Surrey, BC V3V 6N6, Canada; ckgyamfi@hotmail.com

Assessment of foreign-funded community-based reforestation projects in Ilocos Norte and Pangasinan

Adresse: Mr Alfredo Rabena Racoma Jr, Department of Environment and Natural Resources, 3F Dona Pepita Bldg, Quezon Ave, San Fernando City 2500 La Union, Philippines; Fax 63B72B242 4044; DENR1FMS@SFLU.com

Making conservation pay: private sector forestry and the wise use of natural resources

Adresse: Mr Tim Rayden, Oxford Forestry Institute, Plant Sciences Department, South Parks Road, Oxford OX1 3RB, Royaume-Uni; timothy.rayden@plants.ox.ac.uk

Sago starch and its acrylamide modified products as coating material in recycled paper

Adresse: Mr Sin-Yeng Wong, Lecturer, Faculty of Resource Science and Technology, Universiti Malaysia Sarawak, 94300 Kota Samarahan, Sarawak, Malaisie; sywong@frst.univas.my

généraliser des revenus dans des périodes économiques difficiles. En revanche, la communauté riveraine tendait à ne pas considérer la forêt comme ayant une importance particulière pour survivre à une crise économique: 'un travail plus soutenu', 'prévoir des récoltes supplémentaires' et 'réduire les dépenses quotidiennes' représentaient pour elle la tactique la plus utile.

Dans les deux communautés, les habitants utilisaient la forêt pour se procurer des matériaux pour la construction des abris et du bois de chauffage ainsi que pour se réunir à l'occasion d'activités socio-culturelles; ces dernières comprenaient la *baca don* (prière), la *makkaringi* (consommation du riz nouveau), et le *madduluang* (un travail exécuté en commun). J'ai également identifié deux jugements de valeur appliqués à l'utilisation de la forêt, à savoir *mabbatta kayu ketadenngi mupatujuang mosoko too* (littéralement: couper le bois sans but précis porte atteinte au bois lui-même et à l'environnement), et *mo mabbatta kayu bassa to ko pattanang* (littéralement: si quelqu'un coupe du bois dans la forêt, il doit le remplacer par un autre arbre en plantant plus qu'il n'en a coupé).

Recommandations

J'ai formulé trois recommandations en rapport avec les efforts de développement visant à réduire la pauvreté et à promouvoir simultanément les entreprises d'exploitation durable des forêts dans la zone forestière, c'est-à-dire:

- promouvoir et améliorer l'accès des habitants 'pauvres' de la forêt à l'enseignement moyen et supérieur. L'enseignement primaire n'est pas suffisant si l'on veut transmettre les principes de l'agriculture durable et de l'aménagement forestier durable et réellement mettre en pratique ces nobles 'slogans';
- promouvoir le planning familial afin de réduire la taille des familles. J'ai constaté une forte corrélation entre d'une part la taille des familles (notamment le nombre d'enfants) et, d'autre part, la pauvreté et le défrichement des terres. Si la croissance démographique ne baisse pas dans les zones boisées, les forêts continueront d'en subir la pression; et
- augmenter les possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture et du milieu forestier.

A court terme, l'action gouvernementale peut inclure deux mesures. Premièrement, promouvoir la formation de revenus en augmentant la productivité agricole des

terres déjà en exploitation. Pour ce faire, il sera nécessaire de prévoir des mesures d'appui telles que des services de crédit et de vulgarisation agricoles. Cette stratégie permettrait éventuellement aux cultivateurs d'abandonner les pratiques agricoles locales traditionnelles—qui produisent de faibles revenus en espèces—pour adopter des méthodes d'agriculture modernes écologiquement rationnelles. Deuxièmement, promouvoir la valeur ajoutée du rotin—une des principales ressources de la forêt—par l'introduction de techniques de transformation avancées et en garantissant les prix grâce à l'établissement de liens entre ceux qui récoltent cette ressource, les habitants de la forêt, les industries de transformation du rotang et les commerçants de rotin.

La dernière recommandation concerne la promotion d'entreprises forestières 'éco-humaines'. Celles-ci peuvent être définies collectivement comme une stratégie visant à favoriser simultanément la formation de revenu et l'aménagement forestier durable, l'accent étant mis sur le droit des habitants de la forêt à un 'espace légal' dans la forêt pour y pratiquer des activités telles que l'agroforesterie et le sylvo-pastoralisme. A l'intérieur de ce concept, la forêt est considérée comme un atout économique et un capital socio-culturel pour les habitants de la forêt. Cette stratégie a donc l'objectif de leur offrir des incitations et des compensations de caractère socio-culturel et économique ainsi que de leur faciliter l'accès à des entreprises dépendantes de la forêt. Dans la pratique, le gouvernement s'emploierait à diriger le développement plutôt qu'à faire la chasse aux *perambah hutan* (squatters des forêts) qui, en désespoir de cause, se livrent à des coupes illégales dans des zones reculées. Il encouragerait les habitants des forêts à devenir des *jagawana* (responsables de la sécurité des forêts ou police forestière), qui surveilleront et contrôleront la situation de la ressource.

Références

Dudley, N. 1996. *Forests for life: The IUCN/www forest policy book*. WWF International et IUCN, Gland, Suisse.

Mukherjee, N. (1999) *Consultations with the poor in Indonesia: country synthesis report (draft)* Etabli pour le réseau sur la réduction de la pauvreté et la gestion économique de la Banque mondiale.

La thèse de maîtrise sur laquelle cet article est fondé a pour titre 'Poverty situation in and near forest area during the economic crisis at South Sulawesi Province, Indonesia', Ecole supérieure des sciences économiques, Université de Ryukoku, Kyoto, Japon (non publiée).

La recherche a été menée en partie dans le cadre du Programme de bourses de l'OIBT.

Bourses offertes par l'OIBT

L'OIBT offre des bourses d'étude, financées par le Fonds Freezailah pour les bourses, afin de promouvoir le développement des ressources humaines et de renforcer les aptitudes professionnelles en matière de foresterie tropicale et disciplines connexes dans les pays membres. L'objectif est de promouvoir l'aménagement durable des forêts tropicales, l'efficacité de l'utilisation et de la transformation des bois tropicaux et de meilleures informations économiques sur le commerce international des bois tropicaux.

Les activités éligibles comprennent:

- la participation à des stages de formation, des internats de formation, des voyages d'étude, des cycles de conférences/démonstration et des conférences internationales/régionales;
- la préparation, la publication et la diffusion de documents techniques (par ex. manuels et monographies);
- des études post-universitaires.

Domaines prioritaires: les activités éligibles chercheront à développer les ressources humaines et les aptitudes professionnelles dans un ou plusieurs domaines visant à:

- améliorer la transparence du marché des bois tropicaux;
- améliorer la commercialisation et la distribution des espèces de bois tropicaux provenant de sources durablement aménagées;

- améliorer l'accès au marché pour les exportations de bois tropicaux en provenance de sources durablement aménagées;
- protéger la base de ressource des bois tropicaux;
- améliorer la base de ressource des bois tropicaux, notamment par l'application de critères et indicateurs de l'aménagement forestier durable;
- améliorer les capacités techniques, financières et humaines en matière de gestion de la base de ressource des bois tropicaux;
- promouvoir la transformation accrue et plus poussée des bois tropicaux provenant de sources durablement aménagées;
- améliorer la commercialisation et la normalisation des exportations de bois tropicaux;
- améliorer l'efficacité de la transformation des bois tropicaux.

Dans n'importe lequel des domaines ci-dessus, sont applicables des activités visant à:

- consolider les relations publiques, sensibiliser et éduquer le public;
- améliorer les statistiques;
- poursuivre la recherche-développement, et
- partager l'information, les connaissances et les techniques.

Critères de sélection: Les demandes de bourses seront évaluées en fonction des critères de sélection suivants (sans que leur soit attribué un ordre de priorité quelconque):

- conformité de l'activité proposée à l'objectif et aux domaines prioritaires du Programme;
- compétence du candidat à entreprendre l'activité proposée de la bourse;
- mesure dans laquelle l'acquisition ou le perfectionnement des compétences et connaissances grâce aux activités de la bourse sont susceptibles de déboucher sur des applications plus larges et des bénéfices au niveau national et international; et
- modicité des coûts par rapport à l'activité proposée pour la bourse.

Le montant maximum octroyé pour une bourse est de 10.000 dollars des Etats-Unis. Seuls des ressortissants de pays membres de l'OIBT peuvent poser leurs candidatures. La prochaine date limite pour le dépôt des candidatures est fixée au **4 septembre 2002**, et s'entend pour des activités qui ne débiteront pas avant décembre 2002. Les demandes sont évaluées en mai et en novembre de chaque année.

Pour plus amples renseignements et pour recevoir les formulaires de candidature (en anglais, français ou espagnol), s'adresser à Dr Chisato Aoki, Programme de bourses, OIBT; Fax: 81-45-223 1111; itto@itto.or.jp (voir l'adresse postale de l'OIBT à la page 2).